

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25/26, Rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 22/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EASYLOG (ex TRB)**

Boulevard Alfred Nobel  
37540 Saint-Cyr-Sur-Loire

Références : 2026-223  
Code AIOT : 0010006728

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2026 dans l'établissement EASYLOG (ex TRB) implanté Boulevard Alfred Nobel 37540 Saint-Cyr-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EASYLOG (ex TRB)
- Boulevard Alfred Nobel 37540 Saint-Cyr-sur-Loire
- Code AIOT : 0010006728
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt de stockage de matières combustibles.

Le propriétaire du site (exploitant ICPE) est la société EASYLOG, filiale du groupe BERT.  
Le site est occupé par la société EASYLOG pour le compte des clients LIDL et AUCHAN (cellule 1) et par la société SKF (cellule 2).

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- AR - 4
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                     | Référence réglementaire                                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Situation administrative au titre des ICPE – 1185, 4120, 4442 et 4725 | Code de l'environnement du 21/09/2023, article R.512-75-1-I. | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 4  | Situation administrative au titre des ICPE – 1435 et 4734             | Code de l'environnement du 21/09/2023, article R.512-75-1-I. | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 6  | Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510       | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.    | /                                                                                                          | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |
| 7  | Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)     | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1   | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 8  | Etat des matières stockées d'information de la                        | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2   | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                       | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | population (A et Enr - 1510)                  |                                                               |                                                                                                     |                                                                                                                     |                       |
| 10 | Moyens de lutte contre l'incendie             | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13            | Susceptible de suites                                                                               | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 11 | Exercice de défense incendie                  | Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 7.10.               | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 14 | Entretien des portes coupe-feu                | Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.          | Susceptible de suites                                                                               | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 2 mois                |
| 15 | Entretien des RIA                             | Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.          | /                                                                                                   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 2 mois                |
| 16 | Entretien du désenfumage                      | Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.          | /                                                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 17 | Système d'extinction automatique incendie     | Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.          | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                           | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 18 | Essais de fonctionnement des moyens incendie  | Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.          | Susceptible de suites                                                                               | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 2 mois                |
| 20 | Degré de la porte CF du local de charge       | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 17 | /                                                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 23 | PDI, organisation de la première intervention | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.            | /                                                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |
| 24 | PDI, modalités                                | Arrêté Ministériel du 11/04/2017,                             | /                                                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                         | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                            | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | d'accueil des pompiers             | article II > 23.                                   |                                                                                                            |                                                                                                                            |                       |
| 25 | PDI, justificatifs des compétences | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 29 | PDI, points d'eau incendie         | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 31 | PDI, commandes du désenfumage      | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | /                                                                                                          | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                                                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Documents administratifs                          | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2                                    | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 2  | Situation administrative au titre des ICPE - 1510 | Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510 | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 5  | Etat des matières stockées - plan des stockages   | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1                             | Susceptible de suites                                                                                      | Sans objet        |
| 9  | Détection incendie                                | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12                                     | Avec suites, Lettre de suite préfectorale                                                                  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                                             | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 12 | Dimensionnement des moyens en eau                 | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13                  | Susceptible de suites                                                                               | Sans objet        |
| 13 | Effets thermiques sur les tiers                   | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII et article 13 | Susceptible de suites                                                                               | Sans objet        |
| 19 | Zonage ATEX                                       | Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.3.                      | Susceptible de suites                                                                               | Sans objet        |
| 21 | Présence du PDI                                   | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 22 | PDI, schémas d'alarme et d'alerte                 | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 26 | PDI, plans d'implantation des cellules et murs CF | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 27 | PDI, plans des réseaux                            | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 28 | PDI, plans des dangers et protections incendie    | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 30 | PDI, système d'extinction automatique             | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 32 | PDI, interrupteur central                         | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 33 | PDI, panneaux photovoltaïques                     | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 34 | PDI, indisponibilité du sprinklage                | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |
| 35 | PDI, accès aux fiches de données sécurité         | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                  | /                                                                                                   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                            | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 36 | PDI, transmission au SDIS | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | /                                                                                                          | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Eléments utiles pour la situation administrative de l'établissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le jour de l'inspection le dossier numérique comportant les éléments liés à la situation administrative du site.</p> <p>En particulier, l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17626 du 22/05/2005 a été présenté, ainsi que le dossier associé déposé par la société OUTIROR.</p> <p>Les demandes ultérieures sont également disponibles dans ce dossier.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

L'exploitant dispose des informations nécessaires pour définir sa situation administrative.

**Pas de non-respect des prescriptions constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers

**Prescription contrôlée :**

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

**Constats :**

L'activité de la société EASYLOG est soumise au régime de l'enregistrement pour les rubriques 1510, 1530, 2662 et 2663 de la nomenclature des installations classées (cf. arrêté préfectoral d'autorisation n°17626 du 22/05/2005). Suite à la publication du décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la société EASYLOG a sollicité le bénéfice de l'antériorité au titre des rubriques 1510, 1530, 2662 et 2663 par courrier du 22/12/2022. Cela a été acté par lettre préfectorale du 01/03/2024.

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a indiqué que des batteries lithium actuellement stockées dans l'entrepôt SIRIUS à Sorigny pourraient être déplacées vers le site EASYLOG de Saint-Cyr-sur-Loire. Le stockage de ces batteries relève de la rubrique 1510, pour laquelle le site est classé au régime de l'enregistrement. A noter qu'une évolution de la nomenclature des installations classées est en cours, avec la création d'une rubrique dédiée aux batteries (rubrique 2926). Le site de Saint-Cyr-sur-Loire pourrait alors être concerné par cette nouvelle rubrique.

A noter que l'exploitant n'ayant pas demandé à ce que ses installations soient gérées via les règles de procédures de l'enregistrement, avec transmission du document mentionné au D.181-25-15-2bis (document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation, ainsi que, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales sollicités par l'exploitant), les règles de procédures applicables restent celles de l'autorisation et

les procédures embarquées (notamment déclaration ICPE) continuent d'être intégrées.

**Pas de non-respect des prescriptions constaté.**

**L'exploitant doit se tenir informé de la création de la rubrique 2926, et se positionner par rapport à cette rubrique suite à sa parution.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Situation administrative au titre des ICPE – 1185, 4120, 4442 et 4725**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 21/09/2023, article R.512-75-1-I.

**Thème(s) :** Situation administrative, Cessation d'activités

**Prescription contrôlée :**

La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

**Constats :**

Pour rappel, l'exploitant a réalisé une déclaration en date du 17/05/2019 pour le stockage de produits relevant des rubriques 4120, 1185, 4725 et 4442 (régime de la déclaration).

Par courriers des 31/05/2023 et 20/12/2023, l'exploitant indique que le stockage de produits relevant de ces rubriques n'a finalement pas eu lieu. Il n'a pas apporté de justificatifs permettant d'attester que ces rubriques n'ont jamais été mises en œuvre.

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *L'exploitant doit apporter les justificatifs permettant d'attester que les rubriques 4120, 1185, 4725 et 4442 n'ont jamais été mises en œuvre sur le site de Saint-Cyr-sur-Loire, ou réaliser une cessation partielle pour ces rubriques, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.*

La lettre préfectorale du 01/03/2024 précise que des justificatifs permettant d'attester que ces rubriques n'ont jamais été mises en œuvre sont attendus afin d'acter leur cessation.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments complémentaires.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est maintenu :</b><br/> L'exploitant doit apporter les justificatifs permettant d'attester que les rubriques 4120, 1185, 4725 et 4442 n'ont jamais été mises en œuvre sur le site de Saint-Cyr-sur-Loire, ou réaliser une cessation partielle pour ces rubriques, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 4 : Situation administrative au titre des ICPE – 1435 et 4734**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/09/2023, article R.512-75-1-I.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activités</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Par courriers des 31/05/2023 et 20/12/2023, l'exploitant a informé de la cessation des rubriques 4734 et 1435. Il est précisé que la cuve de gazole présente sur le site est vide, la nettoyage et la neutralisation est prévu d'ici le 4e trimestre 2023.

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *La cessation partielle pour les rubriques 4734 et 1435 doit être réalisée conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.*

La lettre préfectorale du 01/03/2024 précise que les attestations prévues par l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement sont attendues afin d'acter leur cessation.

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a indiqué que la station-service va finalement être remise en service prochainement.

Un porter à connaissance devra être déposé en Préfecture d'Indre-et-Loire, détaillant le projet, et précisant les évolutions de la situation administrative au regard des installations classées pour la protection de l'environnement avec un positionnement par rapport aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables pour une installation nouvelle, les incidences sur l'environnement et l'impact sur le niveau de risque du site.

**L'écart précédemment identifié est reformulé :**

**Les rubriques 1435 et 4734 doivent faire l'objet d'une cessation conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, ou d'un porter à connaissance dans le cas d'une reprise de l'activité station-service.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Etat des matières stockées - plan des stockages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des matières stockées - gestion accidentelle

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *Le plan des stockages n'indique pas la localisation de l'atelier de charge des accumulateurs électriques. L'exploitant pourrait utilement détailler l'emplacement des zones de stockage.*

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté le plan de défense incendie présentant un plan de localisation des installations identifiant les deux cellules (cellule 1 et cellule 2), le local sprinklage et local chaufferie, et le local de charge.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 :** Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[,,,]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté un état des stocks pour l'ensemble du site, divisé en deux fichiers : un correspondant au stock géré par la société EASYLOG et présent en cellule 1, et un correspondant au stock géré par la société SKF et présent en cellule 2.

Le fichier détaille les quantités relevant de la rubrique 1510 (avec un sous-détail par client). Les quantités de produits non combustibles sont également indiquées.

Le fichier de la cellule 2 indique un volume nul. L'exploitant précise qu'il n'est stocké qu'un seul type de produit dans cette cellule, qui est incombustible.

L'exploitant précise qu'un inventaire physique est réalisé annuellement par client pour la partie EASYLOG. Il indique que l'inventaire de la cellule 2 est géré par SKF.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation d'un inventaire physique pour l'ensemble de l'entrepôt.**

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                             |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                        |

**N° 7 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté un état des stocks pour l'ensemble du site, divisé en deux fichiers, présentant des quantités par rubrique ICPE. Il indique que l'état des stocks de la cellule 1 est daté du 29/03/2026 et l'état des stocks de la cellule 2 est daté du 17/03/2026. La date d'extraction n'est pas indiquée sur les fichiers.</p> <p><b>Il conviendrait de préciser la date d'extraction afin de s'assurer que l'état des stocks correspond</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>bien à la situation la plus récente.</p>                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                        |

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

### Proposition de suites : Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 2 mois**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :<br>[,,,]<br>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.    |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté un état des stocks pour l'ensemble du site, divisé en deux fichiers, présentant des quantités associées à la rubrique ICPE 1510. Les numéros rubriques ICPE ne permettent pas une information vulgarisée immédiate.<br><br>Il conviendrait de détailler les rubriques ICPE afin de fournir une information vulgarisée de l'état des stocks. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

Thème(s) : Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté un état des stocks pour l'ensemble du site, divisé en deux fichiers, présentant des quantités associées à la rubrique ICPE 1510. Les numéros rubriques ICPE ne permettent pas une information vulgarisée immédiate.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 2 mois**

**N° 9 : Détection incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, il a été relevé que les locaux techniques (anciens locaux informatiques au rez-de-chaussée) ne sont pas protégés par sprinkler et l'ancien système avec Argon n'est plus en service car il n'y a plus de serveurs sur le site. Le constat suivant a été formulé : <i>Absence de détection incendie dans les locaux techniques.</i></p> <p>Par courriel du 21/12/2023, l'exploitant a indiqué que l'ancien local informatique ne se trouve pas à proximité du stockage selon l'article 12 de l'Arrêté Ministériel du 11 Avril 2017.</p> <p>Ce local n'est pas occupé. Il n'est plus considéré comme un local technique - les locaux techniques sont définis comme parties d'un bâtiment, clos, destinés à abriter des éléments techniques (chaufferie, transformateur électrique) ou des activités présentant des risques particuliers (local de charge, atelier d'entretien ou de maintenance) - ni comme un bureau.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est levé.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

|                                              |
|----------------------------------------------|
|                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.</p> <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</p> <p>- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>[...]</p> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé :

- Absence d'un plan des moyens incendie.
- L'exploitant doit confirmer que l'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté le plan de défense incendie comprenant des plans permettant de localiser les moyens de défense extérieur contre l'incendie (réserve incendie sur site et poteaux incendie à proximité du site). Il précise que la localisation des RIA et extincteurs est identifié sur un plan d'évacuation affiché sur le site.

D'après le plan de localisation des poteaux incendie, la distance (mesurée par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) de 100 mètres entre l'accès extérieur de chaque cellule et un point d'eau incendie ne semble pas certain.

L'écart précédemment identifié est reformulé :

L'exploitant doit confirmer que l'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 :** Exercice de défense incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 7.10.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice de défense incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le trimestre qui suivra le début de l'exploitation de l'extension de l'entrepôt, l'exploitant devra organiser un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre du plan d'opération interne, s'il existe. Il devra être renouvelé tous les deux ans.</p>                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : Absence d'exercice de défense incendie.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas été réalisé d'exercice de défense incendie. Il précise qu'un exercice évacuation a été réalisé le 27/02/2026, le compte-rendu a été présenté en séance.</p> <p><b>L'écart précédemment identifié est maintenu :</b></p> <p><b>Absence d'exercice de défense incendie.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 12 : Dimensionnement des moyens en eau**

|                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13</p>                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>                                                                                                                                                              |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la</p> |

sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. [...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. [...]

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le dimensionnement des moyens en eau est compatible avec la taille des cellules. L'exploitant doit s'appuyer sur la D9 de 2001.*

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté le résultat du calcul de dimensionnement des besoins en eaux d'extinction, réalisé en 2022 conformément au guide D9 : 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

Le plan de défense incendie donne des informations sur les moyens en eau : réserve incendie de 538 m<sup>3</sup> et poteaux incendie à proximité de débit 61 m<sup>3</sup>/h et 87 m<sup>3</sup>/h pour les deux plus proches.

L'écart précédemment identifié est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 13 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII et article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Effets thermiques sur les tiers

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### Prescription contrôlée :

Annexe VIII de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017 :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-

tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :

[...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un certificat de conformité de l'installation à un référentiel reconnu afin de justifier de son efficacité, et en particulier au vu de sa localisation dans les flux thermiques de 8kW/m<sup>2</sup>, et le cas échéant, mettre en place des actions de protection.*

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté le certificat N1 établi par le CNPP le 15/07/2002. Ce document n'a pas fait l'objet d'une analyse lors de la visite d'inspection. Par ailleurs, il précise que le local du système d'extinction automatique est situé en contrebas des cellules de stockage.

**L'écart précédemment identifié est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 14 : Entretien des portes coupe-feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens incendie

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/09/2023

- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, système de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *Présence d'observations dans les rapports de vérification périodique des moyens incendie (portes coupe-feu) non levées. L'exploitant doit mettre en place les actions correctives pour répondre aux observations des organismes de contrôle et en assurer la traçabilité.*

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des portes coupe-feu établi par la société DESAUTEL le 18/11/2025. Ce rapport fait état d'une fermeture partielle pour la porte coupe-feu n°1. L'exploitant indique que les travaux ont été réalisés, il n'a pas été en mesure de présenter de justificatifs lors de la visite d'inspection.

**L'écart précédemment identifié est maintenu et reformulé :**

**L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation des mesures correctives suite au rapport de vérification des portes coupe-feu de novembre 2025 faisant état de non conformités.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 15 : Entretien des RIA**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, système de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *Présence*

*d'observations dans les rapports de vérification périodique des moyens incendie (RIA) non levées. L'exploitant doit mettre en place les actions correctives pour répondre aux observations des organismes de contrôle et en assurer la traçabilité.*

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des RIA établi par la société AAI le 19/11/2025. Plusieurs observations sont formulées, en particulier des points liés à des chocs pour lesquels l'exploitant précise que les déformations étant orientées vers l'extérieur, cela n'empêche pas le déroulement du RIA et il n'a donc pas prévu d'action corrective. Cet argument présenté oralement lors de la visite d'inspection n'est pas tracé par l'exploitant.

**L'écart précédemment identifié est maintenu et reformulé :**

**L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'éléments justifiant le choix d'absence de réalisation des mesures correctives suite au rapport de vérification des RIA de novembre 2025 faisant état d'observations.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 16 : Entretien du désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, système de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche) [...]. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : *Présence d'observations dans les rapports de vérification périodique des moyens incendie (trappes de désenfumage) non levées. L'exploitant doit mettre en place les actions correctives pour répondre aux observations des organismes de contrôle et en assurer la traçabilité.*

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté le rapport de vérification du désenfumage établi par la société KINGSPAN le 17/02/2026. Il est indiqué qu'un coffret est HS. L'exploitant précise qu'un devis a été demandé pour la mise en conformité suite au rapport de vérification, il précise que le devis a été reçu le jour de la visite d'inspection.

|                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>L'écart précédemment identifié est maintenu et reformulé :</b><br/> <b>L'exploitant n'a pas réaliser les mesures correctives suite au rapport de vérification du désenfumage de février 2026 faisant état de non conformités.</b></p>         |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>                                                                                                                                                                                                        |

**N° 17 : Système d'extinction automatique incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]</p> <p>Point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</p> <p>[...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, les constats suivants ont été formulés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de certificat N1 montrant que le système automatique de détection est adapté aux produits stockés.</li> <li>- Présence d'anomalies avec et sans risque de mise en échec du système d'extinction automatique incendie dans le rapport de vérification périodique Q1.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

- Présence de produits incompatibles avec la protection ESFR dans le dernier rapport de vérification périodique Q1 du 06/09/2023.
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les actions mises en œuvre dans le cadre du contrôle annuel sur le système d'extinction automatique selon le référentiel APSAD R1, telles que : les systèmes de filtration, vidange et nettoyage des réserves en déblai et remblai conservées après une remise en conformité trentenaire, l'entretien des moteurs diesel conformément à la notice du fabricant, accouplement moteur-pompe, poste antigel, chandelles antigel visitables, déshumidificateur.

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- le certificat N1 établi par le CNPP le 15/07/2002. Ce document n'a pas fait l'objet d'une analyse lors de la visite d'inspection.
- le compte-rendu de vérification semestrielle du système sprinklage (Q1) établi par la société AAI en date du 30/06/2025. Ce document n'identifie pas de non conformité avec ou sans risque de mise en échec, mais plusieurs observations sont formulées. Il n'est pas identifié de produits incompatibles.

Par ailleurs, le rapport Q1 indique que le dernier entretien triennal date du 13/01/2021, soit plus de 3 ans.

- le détail du forfait visite annuelle GMPD et les rapports de visite annuelle des groupes moto-pompes (GMPD) des sources B1 et B2 établis par la société AAI en date du 22/04/2025. Ces rapports présentent plusieurs observations, plusieurs éléments sont notés HS ou mauvais état.
- les rapports d'intervention de la société SMI du 12/01/2026 pour le moteur B1 et du 26/01/2026 pour le moteur B2, concernant les travaux réalisés suite aux visites annuelles des GMPD. Des observations complémentaires sont formulées : prévoir le remplacement de la vanne aspiration (B1), prévoir le remplacement du réservoir (B2).

**L'écart précédemment identifié est reformulé :**

**Le dernier entretien triennal du système d'extinction automatique date de plus de 3 ans.**

**L'exploitant doit se positionner suite aux observations formulées par la société SMI suite aux travaux de mise en conformité des GMPD.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 18 :** Essais de fonctionnement des moyens incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2005, article 3.5.7.1.1.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais de fonctionnement des moyens incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, les constats suivants ont été formulés : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le capteur de niveau de la cuve d'eau dédiée au système d'extinction automatique est défaillant (hauteur de 9 m relevée alors que la plaque mentionne une hauteur de 8,1 m).</li> <li>- L'exploitant ne maintient pas en bon état le groupe motopompe B1 (présence d'une fuite d'eau).</li> <li>- Les points F ne sont pas identifiés par rapport aux postes de contrôle associés. Les numéros de poste de contrôle dans le rapport Q1 du 6/09/2023 ne coïncident pas avec ceux constatés sur le terrain (le point F du poste n°4 est indiqué non sortant dans le rapport Q1, alors qu'il est sortant).</li> </ul><br><br>Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant indique que des travaux ont été réalisés sur les équipements du local sprinklage.<br><br>Le capteur de niveau de la cuve d'eau semble visuellement en bon état. La hauteur indiquée n'a pas été vérifiée.<br>Il n'a pas été constaté sur site de présence d'eau au sol au niveau du groupe motopompe B1.<br><br>Le rapport Q1 du 30/06/2025 présente la même numérotation que précédemment. Il n'a pas été vérifié sur site si l'identification des points F a évolué.<br><br><b>L'écart précédemment identifié est reformulé :</b><br>L'exploitant doit justifier la cohérence de numérotation des points F, et vérifier qu'ils sont identifiés par rapport aux postes de contrôle associés.<br>L'exploitant doit justifier le bon fonctionnement du capteur de niveau de la cuve d'eau dédiée au système d'extinction automatique. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| répondre au constat formulé.                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                 |

**N° 19 : Zonage ATEX**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.3.                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage ATEX                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.<br>[...]                 |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection du 21/09/2023, le constat suivant a été formulé : Absence de zonage ATEX dans l'atelier de charge des accumulateurs électriques.<br><br>Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, il a été constaté la présence d'un affichage en entrée du local de charge.<br><br><br>L'écart précédemment identifié est levé. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Constat d'un atelier de charge d'accumulateurs électriques. Absence de zonage ATEX dans cet atelier.                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 20 : Degré de la porte CF du local de charge**

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 17 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                |

[...] S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, il a été constaté que la porte coupe-feu entre la cellule 1 et le local de charge présente un degré coupe-feu 30 minutes par lecture de l'étiquette présente sur la porte.

**La porte coupe-feu entre la cellule 1 et le local de charge ne présente pas un degré au moins EI2 120 C.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 21 : Présence du PDI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...]

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie (PDI indice 2 mis à jour le 01/04/2026 présenté lors de la visite d'inspection).

**Pas de non-respect des prescriptions constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 22 : PDI, schémas d'alarme et d'alerte**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Le plan de défense incendie comprend :<br>[...] Les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; [...]                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Le PDI comprend les schémas d'alarme et d'alerte pour la période ouvrée et pour la période non-ouvrée.<br><br>A noter qu'une fiche réflexe de "message d'alerte" spécifique au site EASYLOG de Saint-Cyr-sur-Loire a été présentée lors de la visite d'inspection du 01/04/2026. Cette fiche n'est pas intégrée au PDI.<br><br><b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b><br><b>Le PDI pourrait utilement être complété par la fiche réflexe "message d'alerte" existante.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 23 : PDI, organisation de la première intervention**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Le plan de défense incendie comprend :<br>[...] L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b><br><br>L'organisation de la première intervention est détaillée dans le PDI selon les rôles : directeur des opérations interne (DOI), équipiers de première intervention (EPI), guide-file, serre-file et sauveteurs secouriste du travail (SST).<br>Les personnes susceptibles d'occuper le rôle de DOI sont clairement identifiées, ce n'est pas le cas pour les autres rôles.<br>Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a indiqué que les mouvements fréquents de personnels ne permettent pas une identification stable dans le PDI. Il a toutefois précisé que les EPI regroupent l'ensemble du personnel ayant suivi la formation de manipulation des RIA et extincteurs. Sans apporter une liste nominative, les conditions pour occuper les différents rôles pourraient utilement être identifiés dans le PDI. |

Les rôles de DOI, guide-file et serre-file sont identifiées dans le schéma d'alarme et d'alerte en période ouvrées. Des actions sont associées à chaque rôle, qui ne correspondent pas aux missions détaillées dans le paragraphe "organisation de la première intervention". Par ailleurs, les rôles EPI et SST ne sont pas identifiées dans le schéma d'alarme et d'alerte, alors que certaines actions les concerne spécifiquement (par exemple l'utilisation de RIA/extincteur pour une situation jugée maîtrisable).

Deux points de rassemblement sont identifiés sur les plans, un côté entrepôt et un côté bureaux.

**L'organisation de la première intervention détaillée dans le PDI ne correspond pas aux missions indiquées sur le schéma d'alarme et d'alerte.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 24 : PDI, modalités d'accueil des pompiers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Le plan de défense incendie comprend :

[...] Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; [...]

**Constats :**

Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours sont détaillées dans le PDI.

Les informations concernant l'accueil des secours ne sont pas cohérentes entre le paragraphe détaillant les modalités d'accès et le schéma d'alarme et d'alerte en période ouvrée.

En dehors des périodes d'activités, il est indiqué que l'ouverture de l'accès au site est assurée par l'astreinte, dont le délai d'arrivée sur les lieux est estimé à 30 minutes.

Cette configuration ne permet pas une ouverture immédiate de l'accès au site sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Plusieurs plans sont présents dans le PDI permettant d'identifier les accès au site et la voie de circulation sur site, la localisation de la réserve sprinklage, de la réserve incendie, des poteaux incendie, des vannes d'isolement.

Il est constaté que l'accès via la rue de Mon Repos permettant d'accéder au nord du site (à proximité des locaux techniques et de la réserve incendie) n'est pas identifié sur le plan d'aide à

l'intervention des secours. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté sur site que l'accès à la réserve incendie n'est pas prévu côté nord. L'aire de stationnement permettant un raccordement à la réserve incendie n'est pas localisée dans le PDI. Par ailleurs, la topographie particulière du site (entrepôt surélevé par rapport aux locaux techniques) n'est pas indiquée dans le PDI.

**Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours indiquées dans le PDI ne permettent pas une ouverture immédiate de l'accès au site.**

**L'accès via la rue de Mon Repos n'est pas identifié sur l'ensemble des plans.**

**L'aire de stationnement permettant un raccordement à la réserve incendie n'est pas localisée dans le PDI.**

**La topographie du site n'est pas présentée dans le PDI.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 25 : PDI, justificatifs des compétences**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Le plan de défense incendie comprend :

[...] La justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; [...]

**Constats :**

Le PDI indique "les formations dispensées au personnel sont suivies par leurs employeurs respectifs et doivent être fournies sur demande."

Lors de la visite d'inspection du 01/04/2026, l'exploitant a indiqué que les mouvements fréquents de personnels ne permettent pas une identification stable dans le PDI. Il a présenté en séance le listing des participants à la formation de manipulation des RIA et extincteurs d'octobre 2023. Il n'a pas précisé si cela concerne uniquement le personnel SIRIUS ou l'ensemble du personnel du site.

Il a également présenté oralement, pour la société SIRIUS, le parcours d'intégration pour les nouveaux embauchés (accueil sécurité en lien avec l'activité en e-learning et accueil spécifique au poste) et pour les intérimaires (vidéo d'information spécifique au site que les agences d'intérim se sont engagées à diffuser).

Sans apporter une liste nominative, le PDI pourrait détailler le type de formation prévues et l'organisation mise en place pour en assurer le suivi, pour chaque locataire.

**Le PDI ne comprend pas la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir, ou a minima le détail des formations prévues et les modalités de suivi mises en place.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 26 : PDI, plans d'implantation des cellules et murs CF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Le plan de défense incendie comprend :

[...] les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; [...]

**Constats :**

Le PDI comprend un plan d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu.

**Pas de non-respect des prescriptions constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 27 : PDI, plans des réseaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Le plan de défense incendie comprend :

[...] les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; [...]

|                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :<br/> [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le PDI comprend un plan des réseaux.</p> <p><b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b></p>                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                            |

**N° 28 : PDI, plans des dangers et protections incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II &gt; 23.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend :<br/> [...] les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; [...]</p> <p>Point 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :<br/> L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :<br/> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le PDI comprend les plans suivants :<br/> - plan intitulé "plan d'aide à l'intervention des secours" identifiant une zone ATEX (locaux de charge) et l'emplacement de la réserve incendie,<br/> - plan de localisation des poteaux incendie.</p> <p><b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b></p>                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

**N° 29 : PDI, points d'eau incendie**

|                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II &gt; 23.</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend :</p>    |

[...] le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

**Constats :**

Concernant l'alimentation des points d'eau, le PDI décrit les points d'eau disponibles, ils sont localisés sur les différents plans. Des précisions sont apportées sur le volume de la réserve, une information sur l'alimentation par le réseau communal des poteaux incendie et le débit unitaire des deux poteaux incendie les plus proches.

Concernant les vannes de barrage et le confinement des eaux d'extinction, le PDI indique que la rétention des eaux d'extinction d'incendie se fait dans les cellules et au niveau des quais par la fermeture de 3 vannes d'isolement. Le volume de rétention disponible n'est pas précisé. Le détail du positionnement attendu pour permettre le confinement des eaux d'extinction (ouvertes / fermées) n'est pas précisé.

**Le PDI ne détaille pas le volume de rétention disponible et les modalités de mises en œuvre des vannes de barrage.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 30 : PDI, système d'extinction automatique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

[...] Le plan de défense incendie comprend :

[...] - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;

- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;

[...]

**Constats :**

Le PDI précise que l'installation sprinkler est de type ESFR, conforme au référentiel APSAD R1.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Une description succincte du fonctionnement est présentée. A noter que le site n'est pas concerné par le point 28 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (dispositions spécifiques applicables aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles).</p> |
| <p>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>                                                                                                                                                                                                                               |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 31 : PDI, commandes du désenfumage**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II &gt; 23.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <p>[...] la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; [...]</p> <p><u>Point 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</u></p> <p>[...] Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le PDI indique "Le plan de désenfumage qui figure à la partie 4 Plans et schémas permet de localiser les commandes manuelles des exutoires."</p> <p>Or, ce plan n'est pas présent dans le PDI.</p> <p><b>Le plan de défense incendie ne comprend pas la localisation des commandes des équipements de désenfumage.</b></p>                                                                                          |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>                                                                                                                                                                                             |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                      |

**N° 32 : PDI, interrupteur central**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Le plan de défense incendie comprend :<br>[...] la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; [...]                                                                                                                                                                                                                                          |
| <u>Point 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</u><br>[...] A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. [...]                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Le PDI indique : "Des organes de coupures des énergies gaz et électriques du site sont présents au niveau de la chaufferie, au Nord du site. D'autres organes de coupure permettent la coupure électrique/gaz par bâtiment, ils se situent au niveau des bureaux."<br>Ces éléments sont identifiés sur les plans présents dans le PDI.<br><br><br><b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

**N° 33 : PDI, panneaux photovoltaïques**

|                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Le plan de défense incendie comprend :<br>[...] les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; [...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Absence de panneaux photovoltaïques sur le site.                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                   |

**N° 34 : PDI, indisponibilité du sprinklage**

|                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <p>[...] les mesures particulières prévues au point 22. [...]</p> <p>Point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</p> <p>[...] L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le PDI précise les mesures prévues en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p><b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

N° 35 : PDI, accès aux fiches de données sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le PDI précise que l'état des stocks et les fiches de données de sécurité pourront être mise à disposition des pompiers par le DOI.</p> <p><b>Pas de non-respect des prescriptions constaté.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |

N° 36 : PDI, transmission au SDIS

|                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
|-------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. [...]   |
| <b>Constats :</b><br><br><b>Le PDI n'a pas été transmis au SDIS.</b><br><br><br>Il est précisé qu'aucun retour n'est à attendre du SDIS suite à la transmission. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                     |